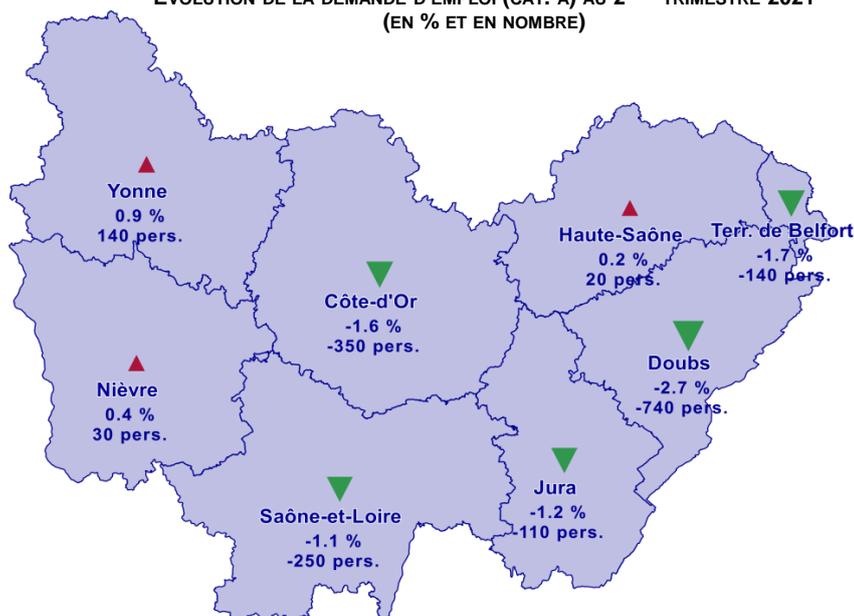


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 290** (- 1,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **5 020** (+ 2,9 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **13 310** (0,0 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,1 % au 1^{er} trimestre 2021
+ 0,5 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2020
(France métropolitaine : 7,8 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

48 840 au 1^{er} trimestre 2021
- 0,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2020

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 540 intérimaires au 1^{er} trimestre 2021
+ 1,5 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2020

Au premier trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans le Territoire de Belfort, soit 150 emplois en moins par rapport au 4^e trimestre 2020. Hors intérim, l'emploi dans les services marchands repart à la hausse. Plus gros employeur, le secteur des services non marchands supprime des postes. L'industrie et le commerce se maintiennent. A l'inverse, la construction continue de progresser. Sur un an l'emploi salarié se replie alors qu'il progresse dans la région (-0,2 % contre +0,9 %). La demande en intérim est stable (+1,5 % soit +20 intérimaires). Les entreprises recourent toujours à l'activité partielle : près de 700 établissements y ont eu recours contre 1 000 au 4^e trimestre. Environ 2 600 salariés ont été indemnisés, soit 5 % des salariés du département. Près de 500 000 heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 400 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 45 00) diminue durant le trimestre. Néanmoins ils sont plus nombreux qu'il y a un an (+6,6 %, soit + 280); cette croissance est supérieure à celle enregistrée dans la région (+5,4 %).

Au deuxième trimestre 2021

Suite aux mesures de confinement intervenues le 5 avril les demandes d'activité partielle ont progressé : 950 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne 8 000 salariés. Les défaillances d'entreprises restent à un niveau bas. Les créations d'entreprises sont bien orientées. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) diminue à nouveau. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont plus nombreux grâce aux embauches plus dynamiques. Autre signe positif, la baisse de la demande d'emploi des moins de 25 ans et qui s'inscrit dans la dynamique impulsée par le plan "1 jeune 1 solution".

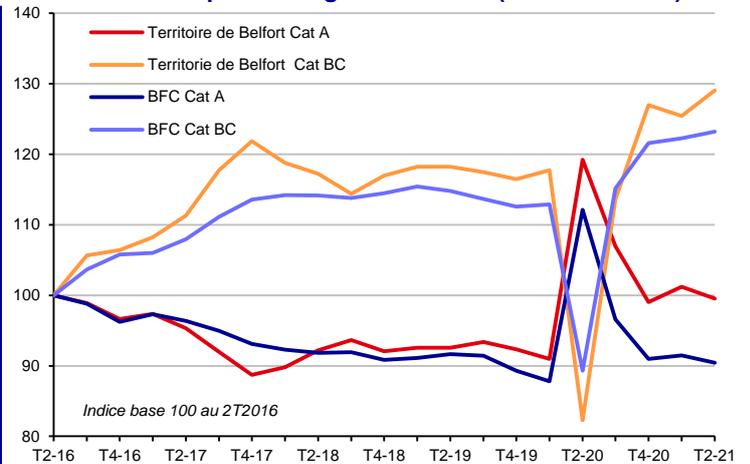
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T2 2021	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Territoire de Belfort :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	8 290	-1,7	-16,5	
Catégories B, C	5 020	+2,9	+56,9	
Catégories A, B, C	13 310	0,0	+1,4	
Bourgogne-Franche-Comté :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	122 100	-1,1	-19,4	
Catégories B, C	98 900	+0,8	+37,9	
Catégories A, B, C	221 000	-0,3	-0,9	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	4 440	-2,0	-20,0	-1,7	-21,2
< 25 ans	690	-1,4	-30,3	-2,4	-29,9
25 - 49 ans	2 590	-2,3	-20,6	-2,0	-23,2
50 ans et plus	1 160	-2,5	-10,8	-0,8	-10,7
Femmes	3 850	-1,0	-12,1	-0,5	-17,2
< 25 ans	530	-3,6	-24,3	-0,7	-24,8
25 - 49 ans	2 270	-0,4	-10,6	-0,7	-18,2
50 ans et plus	1 050	-0,9	-7,9	+0,1	-10,9
Total	8 290	-1,7	-16,5	-1,1	-19,4
< 25 ans	1 220	-2,4	-27,4	-1,6	-27,7
25 - 49 ans	4 860	-1,4	-16,4	-1,4	-20,9
50 ans et plus	2 210	-1,8	-9,4	-0,4	-10,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 810	-0,1	+0,1	-0,5	-1,7
< 25 ans	1 070	0,0	-8,5	-2,0	-8,6
25 - 49 ans	4 130	-0,5	+0,5	-0,5	-1,8
50 ans et plus	1 610	+0,6	+5,9	+0,4	+3,3
Femmes	6 500	+0,2	+2,8	-0,1	-0,2
< 25 ans	860	-1,1	-4,4	-1,4	-5,1
25 - 49 ans	3 880	+0,5	+4,0	-0,2	-0,1
50 ans et plus	1 760	0,0	+3,5	+0,6	+1,9
Total	13 310	0,0	+1,4	-0,3	-0,9
< 25 ans	1 930	-0,5	-6,3	-1,7	-7,0
25 - 49 ans	8 010	0,0	+2,2	-0,3	-0,9
50 ans et plus	3 370	+0,3	+4,7	+0,5	+2,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 450	-3,3	-13,3	-1,0	-9,4
DELD :					
1 à 2 ans	3 260	+2,5	+28,3	-0,8	+11,0
2 à 3 ans	1 400	+6,1	+17,6	+2,7	+9,4
3 ans et plus	2 190	+2,3	+11,7	+0,6	+6,7
Total DELD	6 850	+3,2	+20,4	+0,4	+9,1
Part des DELD	51,5%	+1,6 pt	+8,2 pt	+0,3 pt	+4,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2021	Moyenne annuelle 2021	
		2021	2020
Assurance chômage	6 350	6 350	5 720
Solidarité - Etat	770	770	790
Autres	110	110	120
Total DE indemnisés	7 220	7 230	6 630
Formation	410	410	340
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	51,3%		
BFC	51,0%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2021	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	128	-55	-30,1	-886	-27,2
Fin de mission d'intérim	69	-90	-56,5	-764	-42,1
Démission	29	-6	-17,3	-62	-7,8
Rupture conventionnelle	59	+10	+20,5	+276	+31,4
Licenc. économique	24	-10	-29,1	-92	-22,8
Autre licenciement	67	+11	+20,2	+104	+9,6
Première entrée ⁽¹⁾	62	+9	+16,3	+103	+13,4
Retour d'inactivité ⁽²⁾	208	+63	+43,0	+1 044	+40,8
Réinscription rapide ⁽³⁾	216	+83	+62,3	+1 156	+57,7
Autre motif ⁽⁴⁾	78	+25	+46,9	+143	+15,4
Motif indéterminé	102	-35	-25,7	-14	-0,8
Total	1 043	+5	+0,4	+1 009	+6,2

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2021	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	161	+53	+48,9	+915	+45,7
Entrée en stage ou formation	121	+50	+69,6	+967	+77,4
Arrêt de recherche**	89	+3	+3,9	+375	+24,6
dont maladie	57	+11	+25,0	+431	+56,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	553	+103	+22,9	+1 590	+20,8
Radiation administrative	80	+73	+1100,0	+1 205	+987,7
Autre cas ⁽²⁾	107	+33	+45,5	+588	+61,2
Total	1 111	+316	+39,7	+5 643	+41,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les entreprises

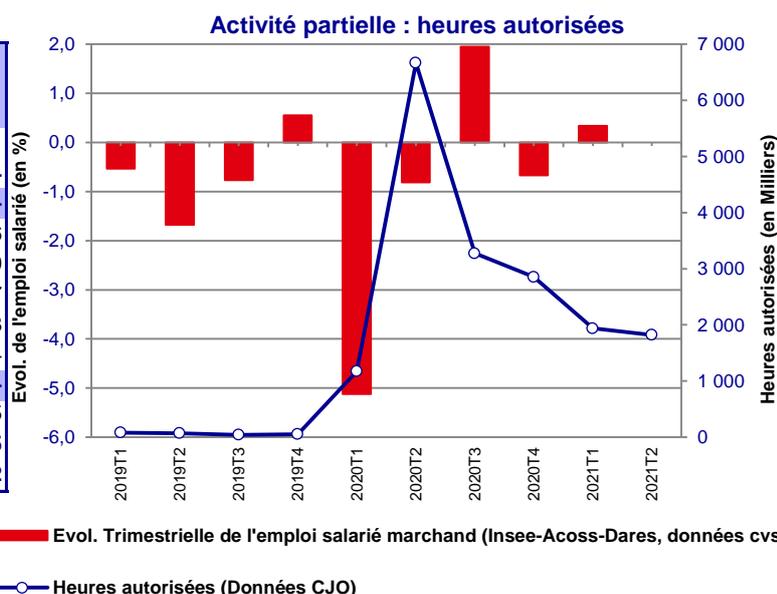
Activité partielle

Données CJO*	Territoire de Belfort	
	T1 2021	T2 2021
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	1 029	1 054
Volume d'heures autorisées	1 937 925	1 821 364
dont :		
Agriculture	1 379	1 356
Industrie	457 178	533 479
Construction	38 856	47 677
Commerce	252 093	316 008
Services	1 188 419	922 844
Etablissements autorisés	865	954
dont : étabs de 50 sal. et plus	56	75
Nombre de salariés concernés**	8 403	8 025
Total heures autorisées 12 mois glissés	14 733 951	9 889 032

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



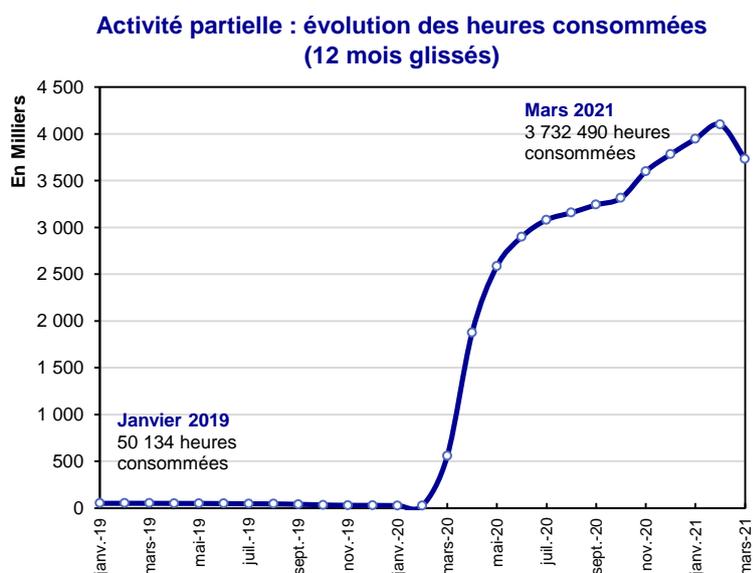
Données brutes	Territoire de Belfort	
	T4 2020	T1 2021
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	547 157	490 704
dont :		
Agriculture	428	546
Industrie	55 426	51 903
Construction	7 481	5 930
Commerce	100 455	42 192
Services	383 367	390 135
Etabs ayant consommé des heures	986	701
dont : étabs de 50 sal. et plus	60	48
Nombre de salariés concernés**	3 080	2 644
Total heures consommées 12 mois glissés	3 782 325	3 732 490

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Territoire de Belfort	
	T2 2021	Evol./T2 2020
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	373	+35,6
dont :		
Entreprises individuelles	31	+55,0
Micro-entrepreneurs	248	+23,4
Sociétés	94	+74,1
Cumul sur 12 mois glissés	1 572	+30,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	125	+68,9
Cumul sur 12 mois glissés	446	-1,5

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Territoire de Belfort	
	T2 2021	Evol./T2 2020
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	5	-58,3
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	s	s
Liquidations judiciaires directes	s	s
Nombre d'emplois menacés	15	-89,5
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	s	s
Construction	s	s
Commerce	10	n.s.
Services	s	s
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	48	-53,4

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Territoire de Belfort	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
1 ^{er} trimestre 2021 (Données CVS)	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	130	0	+0,5	0	+1,4	130	0	+0,5	0	+1,4
Industrie	8 160	+10	+0,2	-310	-3,6	8 980	-60	-0,6	+210	+2,4
Industrie agro-alimentaire	500	0	+0,9	+20	+4,4	510	+10	+2,2	+30	+5,2
Industries extractives, énergie, eau, déchets	610	-10	-1,0	-10	-1,1	630	-10	-0,9	-10	-1,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 630	-80	-2,9	-290	-9,8	2 780	-60	-2,1	-200	-6,7
Matériels de transport	1 040	+100	+10,3	+70	+7,1	1 150	+90	+8,6	+60	+5,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 380	0	-0,1	-100	-3,0	3 900	-90	-2,4	+330	+9,4
Construction	2 180	+30	+1,2	+60	+3,0	2 350	+10	+0,6	+170	+7,7
Commerce ; réparation auto.	5 240	-10	-0,1	-20	-0,4	5 340	0	+0,0	+20	+0,4
Services marchands	12 320	+70	+0,6	-360	-2,8	12 870	+150	+1,2	-200	-1,5
Transports et entreposage	1 700	+10	+0,9	-120	-6,4	1 900	+20	+0,8	0	-0,0
Hébergement et restauration	1 320	+20	+1,4	-30	-2,5	1 320	+20	+1,6	-30	-2,2
Information et communication	960	+60	+6,7	+60	+6,4	970	+60	+6,8	+60	+6,8
Services financiers	940	0	-0,5	-20	-2,1	950	-10	-0,8	-20	-1,6
Services immobiliers	500	+20	+4,5	+30	+7,0	520	+20	+4,6	+30	+6,2
Services aux entreprises	5 490	-30	-0,5	-190	-3,4	5 810	+50	+0,9	-160	-2,7
Services aux ménages	1 400	-20	-1,1	-90	-5,8	1 400	-10	-1,0	-90	-5,7
Services non marchands	19 150	-250	-1,3	-290	-1,5	19 180	-260	-1,3	-270	-1,4
Ensemble	47 170	-140	-0,3	-910	-1,9	48 840	-150	-0,3	-70	-0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

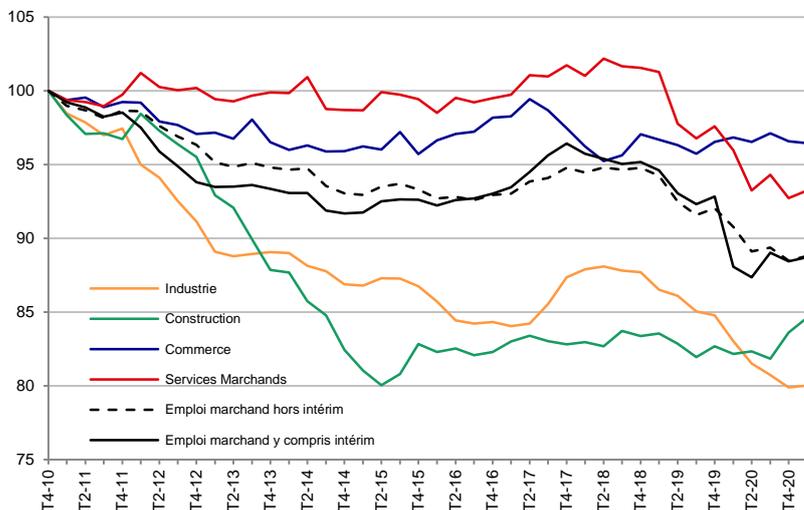
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

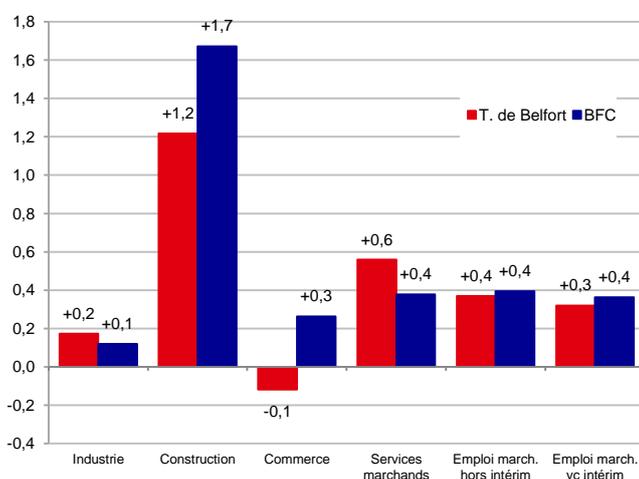
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2020 et le 1^{er} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2021 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	s	s	s	s	s	1,2	0,0
Industrie	800	-3,8	+196,1	8,9	+5,8	820	+2,5	-7,9	2,7	+0,1
Construction	170	-13,9	+175,0	7,1	+4,3	180	+5,9	+12,5	2,7	+0,1
Commerce	90	+17,6	+94,9	1,7	+0,8	90	0,0	+12,5	1,7	+0,1
Services	480	+16,2	+45,9	3,8	+1,2	480	+11,6	+11,6	2,2	+0,1
Ensemble	1 540	+1,5	+117,4	5,2	+2,8	1 570	+5,4	+0,6	2,5	+0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

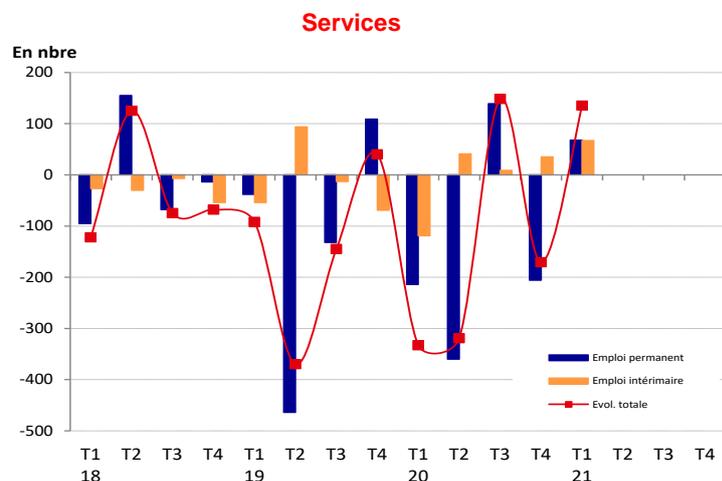
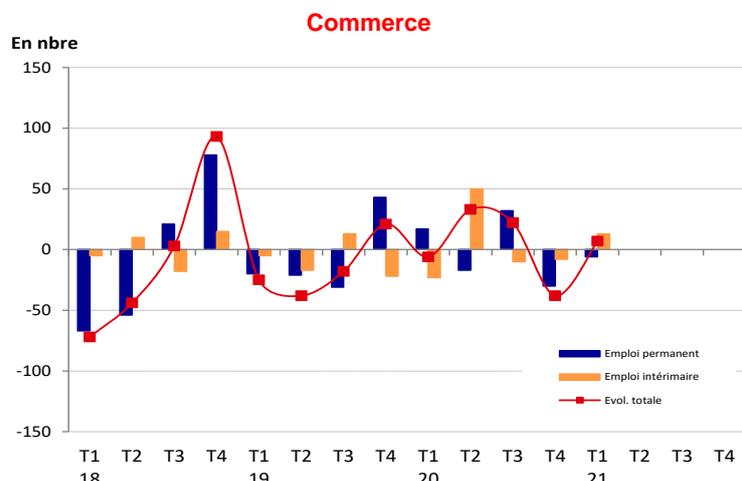
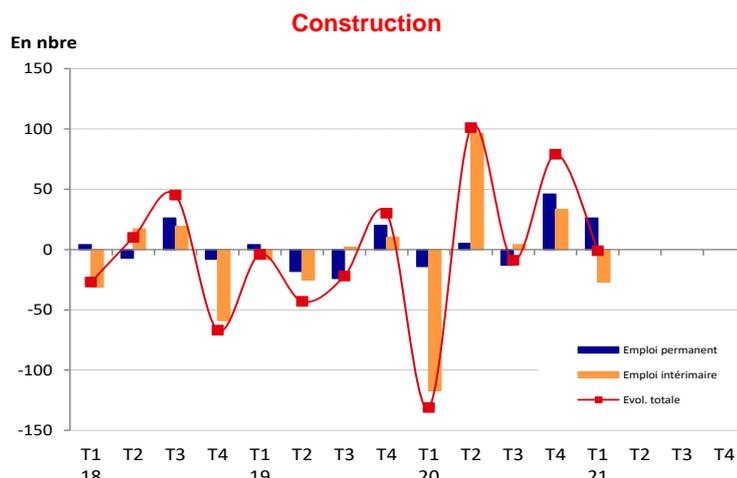
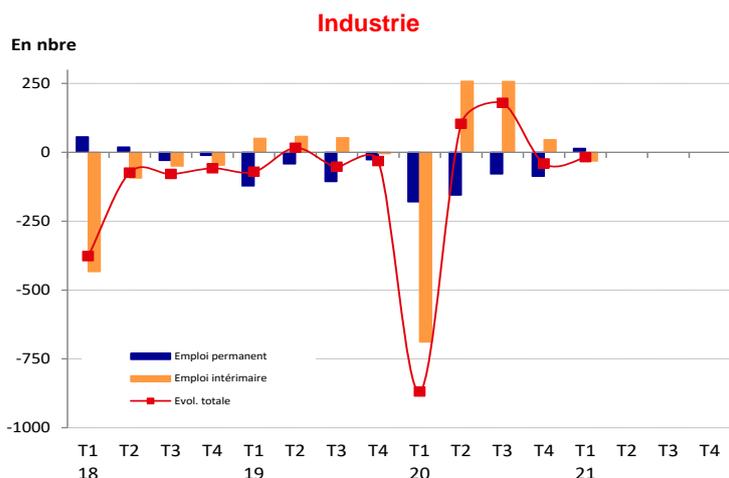
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2021						
Embauches		287	205	1 040	5 053	6 585
Répartition en %		4,4	3,1	15,8	76,7	100,0
dont en % :						
CDD		56,1	50,7	77,4	87,3	83,2
< 25 ans		28,2	22,4	43,4	20,5	24,5
25 - 49 ans		55,4	62,4	46,3	48,3	48,7
50 - 54 ans		8,0	9,3	3,5	10,8	9,5
55 ans ou plus		8,4	5,9	6,8	20,3	17,2
Femmes		32,8	8,8	63,9	71,9	67,0
Sorties		291	184	1 032	4 908	6 415
Répartition en %		4,4	2,8	15,7	74,5	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		27,8	33,7	75,9	84,4	79,0
dont CDD < 1 mois		43,2	24,2	77,7	90,3	86,8
Démissions		18,2	24,5	7,8	5,4	7,0
Licenciements économiques		2,1	5,4	0,2	0,4	0,6
Licenc. non économiques		16,5	17,4	5,4	3,3	4,6
Retraite		9,3	3,3	2,0	0,9	1,5
Ruptures Conventionnelles		6,9	8,2	3,9	2,5	3,1
< 25 ans		21,6	25,5	43,4	18,7	23,0
25 - 49 ans		46,0	53,8	43,0	48,6	47,7
50 - 54 ans		6,9	9,2	3,9	10,6	9,3
55 ans ou plus		25,4	11,4	9,7	22,1	20,0
Femmes		29,9	7,1	65,9	72,4	67,6

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

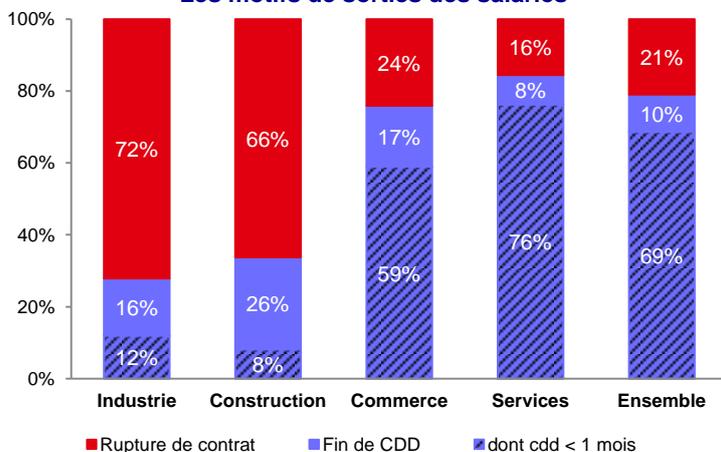
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

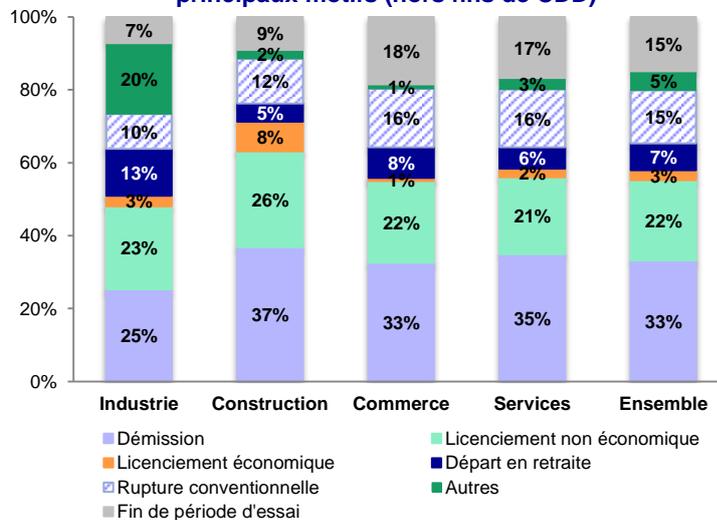
Lecture : Au 1er trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 56,1 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,1 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 59 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 25 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		10,1	61,2	13,6	15,1	47,5	28,8
Embauches		1 615	3 209	626	1 135	4 409	1 055
dont en % :							
CDD		82,2	79,6	87,2	92,9	87,8	87,7
Sorties		1 477	3 063	595	1 280	4 334	995
dont en % :							
Fins de CDD		80,9	76,4	84,5	80,6	85,3	86,8
dont CDD < 1 mois		82,8	84,4	89,9	95,4	89,6	86,5
Démissions		7,6	8,8	4,7	2,7	4,7	5,2
Licenciements économiques		0,0	0,8	0,7	0,6	0,3	0,0
Licenc. non économiques		5,6	4,8	4,2	3,3	3,2	2,8
Retraite		0,0	0,0	0,2	7,7	1,2	0,0
Ruptures Conventionnelles		1,2	4,4	2,9	2,1	2,2	1,0

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,9 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

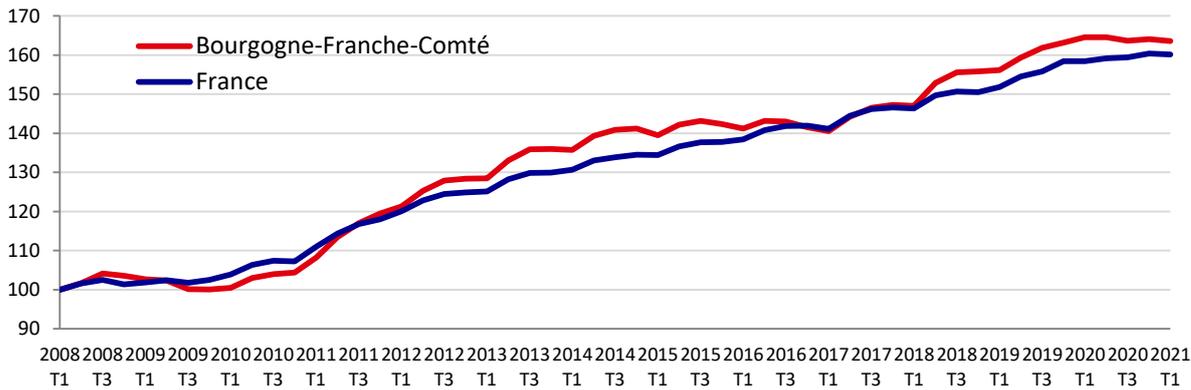
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	214 800	22,3	+0,2	+1 950	+0,9	135	0,4	-7,5	-7	-4,9
Doubs	220 144	192 120	20,0	-0,3	-200	-0,1	27 795	72,1	+0,1	-109	-0,4
Jura	104 942	85 750	8,9	+0,1	+1 920	+2,3	6 437	16,7	-1,1	-99	-1,5
Nièvre	72 021	65 000	6,8	-0,3	-290	-0,4	11	0,0	0,0	-3	-21,4
Haute-Saône	92 555	65 870	6,8	+0,2	+1 390	+2,1	464	1,2	-0,9	-11	-2,3
Saône-et-Loire	211 733	182 300	19,0	+0,3	+3 200	+1,8	181	0,5	+4,6	+32	+21,5
Yonne	127 268	106 940	11,1	+0,4	+730	+0,7	18	0,0	+5,9	+2	+12,5
Territoire de Belfort	55 455	48 840	5,1	-0,3	-70	-0,2	3 522	9,1	+0,1	-33	-0,9
BFC	1 104 152	961 620	100,0	+0,1	+8 620	+0,9	38 563	100,0	-0,1	-228	-0,6

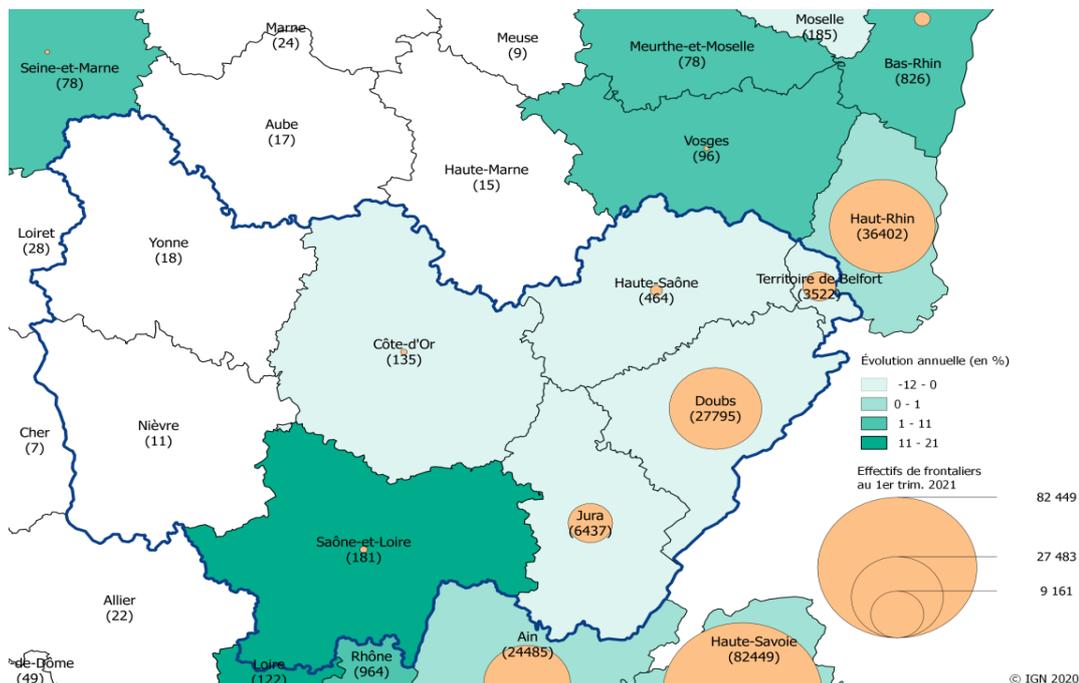
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a diminué de -0,4 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 795 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T2 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2020
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont Education Nat.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont Collectivités	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
dont résidents QPV	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	176	405	+42,1	+52,2
dont Garantie Jeunes	51	94	+67,9	+116,1
dont résidents QPV	43	118	+40,5	+53,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2019)				
- secteur privé	354	754	+2,4	+15,3
- secteur public	8	34	+13,3	+1,5

A compter de ce trimestre, les PEC intègrent le dispositif ouvert spécifiquement aux jeunes depuis le 15 août 2020.

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019
Côte d'Or	314	1 387	-13,6
Doubs	449	1 710	-21,5
Jura	259	1 028	-22,9
Nièvre	216	644	-16,1
Haute-Saône	152	583	-14,1
Saône-et-Loire	432	1 550	-5,9
Yonne	356	1 296	-22,5
Territoire de Belfort	113	381	-11,4
BFC	2 291	8 579	-16,8

Sources des tableaux :

Entrées :
 CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
 CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T2 2021	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	n.d.	n.d.	n.d.
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	217	+35,3	+47,6
IAE (au 4T2020)	467	+4,2	-4,3

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi. S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 139 milliards d'euros en 2017, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2017>

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 630	+5,6	36 647	-0,4	8 057	+0,8	1 940	-5,5
Doubs	13 097	+7,0	32 183	-0,3	10 137	+0,1	2 087	+0,5
Jura	4 057	+9,8	15 240	+1,6	5 093	-0,1	813	-2,8
Nièvre	6 050	+4,7	13 657	-0,6	6 167	-0,5	987	-5,1
Haute-Saône	4 427	+4,5	14 967	-0,6	5 150	+2,8	1 150	-0,6
Saône-et-Loire	10 997	+4,3	35 890	-0,1	11 313	+0,7	2 433	-5,8
Yonne	9 403	+3,0	23 173	+0,1	7 353	+3,9	1 537	-6,5
Territoire de Belfort	4 467	+6,6	9 287	+1,3	2 320	+2,8	767	-3,8
BFC	63 127	+5,4	181 043	0,0	55 590	+1,1	11 713	-3,9

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

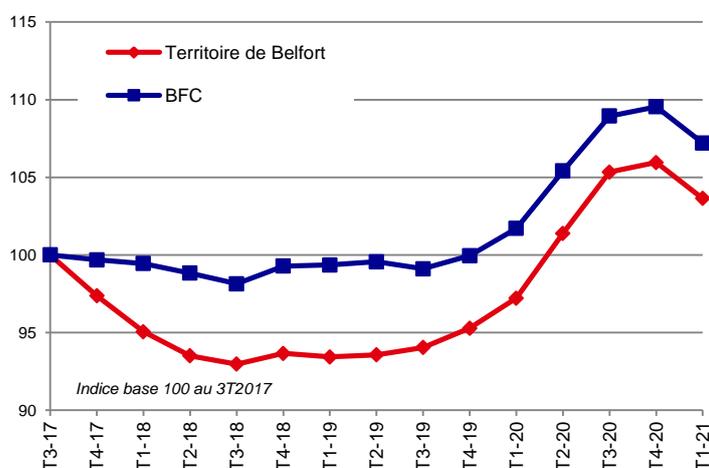
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

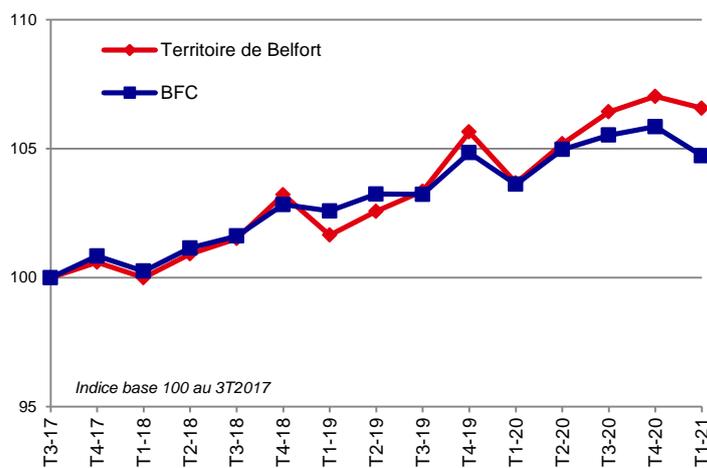
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

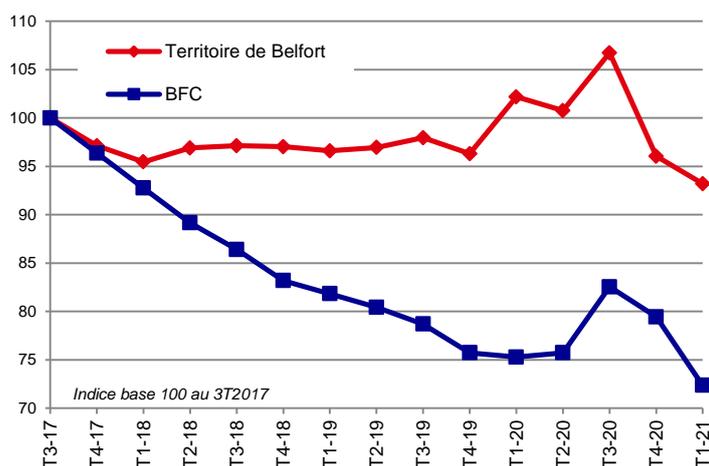
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

